



Bruxelles, le 18 Mai 2006

**Objet : 10<sup>ème</sup> FED : Que restera-t-il pour le développement humain et social durable dans les pays ACP?**

Madame, Monsieur,

A l'approche de la rencontre clé du Conseil des ministres ACP/UE qui se tiendra à Port Moresby du 1<sup>er</sup> au 2 Juin 2006, nous souhaiterions attirer votre attention sur un certain nombre de points relatifs aux négociations sur la programmation du 10<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED).

L'Europe a pris d'importants engagements envers les pays en développement en 2005. Le rôle moteur que l'Union Européenne (UE) a joué dans la promotion d'un développement humain et social durable au cours des réunions du G8 et du Sommet mondial n'a pas seulement été apprécié en Europe et dans le monde, il a aussi suscité des attentes. L'Union européenne doit maintenant respecter ses engagements pour moins d'inégalités et une plus grande justice sociale. La programmation de l'aide à l'égard des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED offre une chance de répondre à ces promesses.

Nous avons, par le passé, exprimé de sérieuses réserves sur l'ajout d'obligations et contraintes supplémentaires imposées aux Etats et populations des pays ACP dans le cadre de la révision et de la mise en œuvre des Accords de Cotonou.

Alors que les négociations sur l'aide accordée par le Communauté Européenne (CE) sont en cours, il semble clair que les représentants de l'Union européenne mettent l'accent sur l'Aide au commerce, la facilité de paix en Afrique ou l'assistance à leur propre Pays et Territoires d'Outre Mer (PTOM). Et ceci, malgré les demandes émanant des ACPs d'avoir un FED centré sur le développement Humain et Social durable. La position prise par les leaders européens va à l'encontre d'un bon nombre de leurs engagements législatifs et politiques, tels que les principes d'appropriation, de partenariat et de participation qui se trouvent parmi les principes fondamentaux des Accords de Cotonou. Les Etats membres de l'Union européenne et les pays ACP sont signataires de nombreuses conventions ayant trait aux droits de l'homme, y compris les droits sociaux, économiques et culturels ; à l'environnement, aux droits de la femme, des enfants, des populations indigènes et relatifs au travail. Ils ont également signé la Déclaration du Millénaire et les conclusions du Sommet Mondial de 2005. La garantie que ces obligations seront respectées dans le processus de programmation du 10<sup>ème</sup> FED doit absolument être fournie

Sur base des engagements et des besoins qu'ils ont identifiés sur le terrain, les acteurs de la société civile ont également insisté sur l'importance de mettre en avant le développement humain et social durable. En plus, ils ont insisté sur l'implication des acteurs locaux dans le processus de planification, le renforcement des capacités nationales de programmation des Etats partenaires et la fin de cette pratique qui consiste à imposer de nouvelles conditionnalités, tant politiques qu'économiques, aux pays de la zone ACP.

Par conséquent nous demandons aux représentants de l'Union européenne et aux pays ACP de refuser un 10ème FED qui:

- **Enonce de beaux principes sur le développement social et humain durable et les Objectifs du Millénaire pour le Développement tout en réduisant en pratique les allocations nécessaires pour réaliser ces priorités:**
  - **En incorporant le financement des Pays et Territoires d'Outre Mer (PTOM) ;**
  - **En incluant le financement d'une enveloppe destinée à la Facilité de Paix en Afrique, dont des fonds pourraient être utilisés pour des actions militaires et de sécurité ;**
  - **En incorporant un financement supplémentaire pour des dépenses administratives destinés aux PTOM et à la gestion du 10ème FED ;**
  - **En incorporant un financement pour des adaptations dues aux Accords de Partenariat Economique, malgré les promesses faites que des fonds additionnels seraient dégagés pour «l'Aide au Commerce» ;**
  - **En conditionnant les financements à la signature d'Accords de Partenariat Economique.**
- **Ne permet pas une participation réelle et efficace des acteurs et populations locales tout en réduisant le rôle des gouvernements partenaires dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs propres politiques.**

En conclusion nous pensons que l'Europe ne pourra répondre à sa responsabilité envers les pays ACP qu'en s'assurant que le 10ème FED soit **centré sur le développement humain et social durable, et particulièrement sur l'éducation et la santé de base, le Sida, la santé sexuelle et reproductive, l'accès à l'eau et l'environnement, au sein d'un cadre général qui promeut l'égalité des genres et les droits humains.**

Nous sommes conscients qu'un important débat est en cours au sein du Conseil UE-ACP, et nous comptons sur les membres de l'Union européenne pour défendre les principes des Accords de Cotonou et faire respecter les promesses faites en 2005.

Nous vous prions Madame, Monsieur, de bien vouloir agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Au nom des organisations suivantes,

CONCORD COTONOU WORKING GROUP<sup>1</sup>

AND

ACTIONAID INTERNATIONAL,  
AFRICA-EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK (AEFJN)  
AFRIKA – EUROPA NETWORK, NETHERLANDS  
APED-TOGO /ADEN, TOGO  
APRODEV  
ASSOCIAZIONE ONG ITALIANE (PN ITALIENNE), ITALY  
BOND - THE BRITISH NETWORK OF 290 NGOS WORKING IN INTERNATIONAL  
DEVELOPMENT  
CENTRE NATIONAL DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT - OPERATION 11.11.11,  
BELGIQUE  
COALITION DES ALTERNATIVES AFRICAINES DETTE ET DEVELOPPEMENT (CAD),  
MALI  
CONSORTIUM POUR LA DYNAMISATION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES  
(CDOC), BURKINA FASO  
COALITION OF THE FLEMISH NORTH – SOUTH MOVEMENT - 11.11.11, BELGIUM  
COMITE COORDINATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE NIGERIENNE  
ACCORD ACP – UE, NIGER  
CONSEIL NATIONAL DES ONG DE DEVELOPPEMENT (CNONGD), RD CONGO  
COORDINATION SUD - COORDINATION NATIONALE DES ONG FRANÇAISES, FRANCE  
DUTCH NGO EU NETWORK, NETHERLANDS  
EUROSTEP  
FERN EU  
GERMAN FOUNDATION FOR WORLD POPULATION (DSW)  
GLOBAL CAMPAIGN FOR MICROBICIDES  
HELPAGE INTERNATIONAL  
INTERNATIONAL PLANNED PARENTHOOD FEDERATION (IPPF)  
KEHYS - FINNISH NGDO PLATFORM, FINLAND  
KEPA - SERVICE CENTRE FOR DEVELOPMENT COOPERATION, FINLAND  
MARIE STOPES INTERNATIONAL  
MISSIONARIES OF AFRICA, NETHERLANDS  
OXFAM NOVIB  
OXFAM SOLIDARITE – OXFAM SOLIDARITEIT, BELGIQUE  
PLAN INTERNATIONAL  
PLATE FORME DES ACTEURS DE LA SOCIETE CIVILE DU BENIN (PASCIB), BENIN  
PLATEFORME HAÏTIENNE DE PLAIDOYER POUR UN DEVELOPPEMENT ALTERNATIF  
(PADPA), HAÏTI  
POLLEN  
SERACOB, RD CONGO  
SOLIDARITE SOCIALISTE, BELGIQUE  
STOP AIDS ALLIANCE  
VENRO, GERMAN NGDO PLATFORM, GERMANY

---

<sup>1</sup> Please contact the Convenor of the Cotonou Working Group, [CotonouAid-owner@yahoo.com](mailto:CotonouAid-owner@yahoo.com), for any additional information.